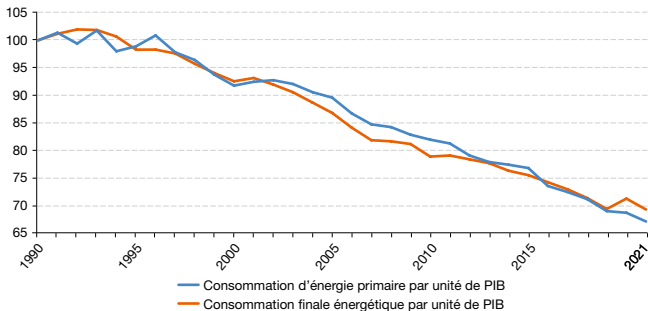


## Efficacité énergétique

### INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE (DONNÉE CORRIGÉE DES VARIATIONS CLIMATIQUES)

En indice base 100 en 1990 (données corrigées des variations climatiques)



Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine.

À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Sources : SDES, Bilan énergétique de la France ; Insee

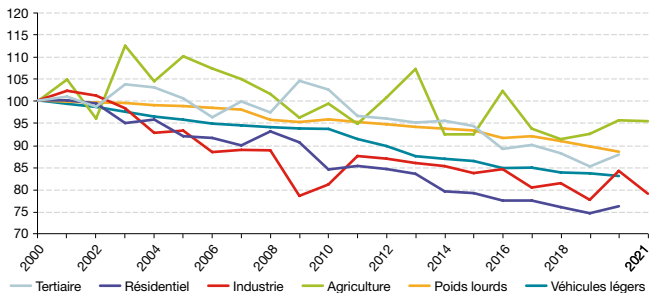
L'intensité énergétique finale (consommation finale à usage énergétique par unité de PIB) diminue de 2,7 % en 2021, après une hausse de 2,6 % en 2020, et retrouve ainsi un niveau proche de celui de 2019, avant la crise sanitaire. La consommation finale énergétique, corrigée des variations climatiques, rebondit (+ 4,1 % en 2021, après - 5,4 %), mais avec une amplitude moindre que l'activité économique (+ 7,0 %, après - 7,9 %).

L'intensité énergétique primaire diminue, quant à elle, en 2021 (- 2,1 %), comme en 2020 (- 0,4 %), la divergence avec l'intensité finale en 2020 s'expliquant essentiellement par la forte baisse de la production nucléaire et des pertes de chaleur induites.

Sur le long terme, les intensités énergétiques se réduisent de manière quasiment continue depuis 20 ans, à un rythme annuel moyen de - 1,4 % pour l'intensité finale et de - 1,5 % pour l'intensité primaire.

## ÉVOLUTION DES INTENSITÉS ÉNERGÉTIQUES FINALES PAR SECTEUR

En indice base 100 en 2000 (données corrigées des variations climatiques)



Note : l'intensité énergétique finale est définie comme le ratio de la consommation énergétique finale du secteur à sa valeur ajoutée, sauf pour le résidentiel, où le dénominateur est la surface totale des logements habités, et dans les transports, où l'indicateur mesure la consommation unitaire des véhicules.

Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine.

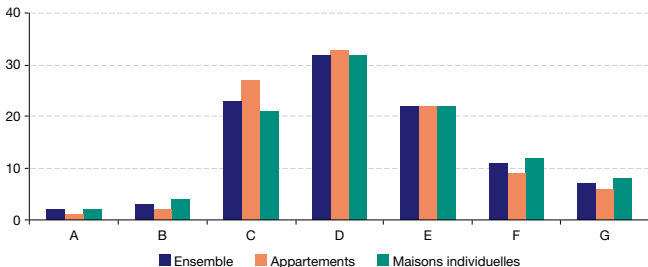
À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Sources : SDES, Bilan énergétique de la France, Comptes des transports, Comptes du logement ; Insee

Depuis 2000, l'intensité énergétique a diminué pour l'ensemble des activités. Malgré un léger rebond en 2020 en lien avec une présence accrue des ménages à leur domicile, la baisse est particulièrement forte dans le résidentiel (- 24 % en 20 ans), traduisant les meilleures performances énergétiques des logements neufs ainsi que des efforts de rénovation dans les logements anciens (voir page 43). Dans l'industrie, l'adoption de procédés moins consommateurs a contribué à la baisse de long terme de l'intensité énergétique (- 21 %), la dégradation ponctuelle en 2020 liée à la crise sanitaire ayant été en bonne partie compensée en 2021. L'amélioration de la performance énergétique des véhicules légers s'est, quant à elle, accélérée depuis 2010, la consommation d'énergie par kilomètre parcouru diminuant de 17 % en 20 ans. La réduction de la consommation unitaire des poids lourds apparaît moins forte (- 12 %). Dans l'agriculture, l'intensité énergétique est beaucoup plus volatile en raison notamment des aléas climatiques qui pèsent sur les récoltes et affectent les rendements sans modifier la consommation d'énergie.

## LE PARC DE LOGEMENTS PAR CLASSE DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022

En pourcentage de l'ensemble du parc de résidences principales



Note : les étiquettes DPE décrivent la consommation conventionnelle d'énergie primaire et les émissions de gaz à effet de serre pour cinq usages (chauffage, eau chaude sanitaire, refroidissement, éclairage et auxiliaires) d'un logement au sens de la méthode 3CL en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Pour les logements neufs construits en 2020 et 2021, les DPE sont évalués à l'aide des méthodes RT 2012 ou RE 2020.  
Champ : France métropolitaine.

Sources : ONRE - SDES ; Insee, Fidéli ; Ademe, Observatoire des DPE

Sur les 30 millions de résidences principales au 1<sup>er</sup> janvier 2022, 1,5 million de logements (5 % du parc) sont peu économes (étiquettes A et B du diagnostic de performance énergétique, DPE). À l'opposé, 5,2 millions de logements (soit 17 % du parc de résidences principales) sont des « passoires énergétiques » (étiquettes F et G du DPE). Les passoires sont plus fréquentes parmi les maisons individuelles que dans les logements situés dans un habitat collectif (20 % contre 14 %). L'étiquette D est la plus fréquente (32 % du parc) ; les étiquettes C et E représentent respectivement 24 % et 22 % du parc de résidences principales.

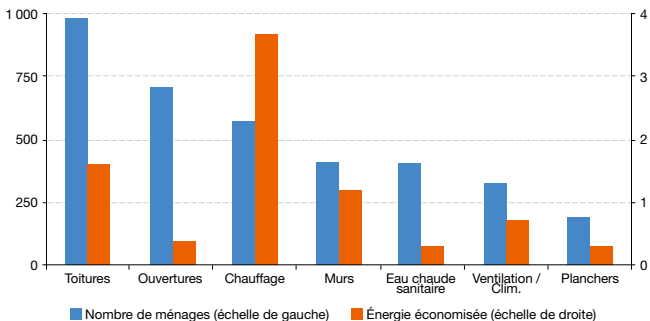
Sur le parc des résidences secondaires et des logements vacants, près de 55 % des logements sont classés E, F et G, contre 39 % pour les résidences principales. 32 % des résidences secondaires, soit 1,2 million de logements, et 27 % des logements vacants, soit 0,8 million, sont estimés être des passoires énergétiques (étiquettes F et G).

Sur l'ensemble du parc des logements, le nombre de passoires est estimé à 7,2 millions (19,5 %).

## LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES MAISONS INDIVIDUELLES EN 2019

En milliers

En TWh/an



*Lecture : 980 000 gestes de rénovation ayant permis un gain énergétique ont été effectués en 2019 sur les toitures de maisons individuelles. La somme des économies d'énergie associées à ces gestes de rénovation s'élève à 1,6 TWh/an en énergie finale.*

*Champ : France métropolitaine, gestes réalisés par des ménages en maison individuelle en 2019 et ayant permis une réduction de la consommation conventionnelle d'énergie finale.*

*Source : enquête Tremi 2020, exploitation SDES, calculs Pouget Consultants*

En 2019, 3,6 millions de gestes de rénovation ayant permis un gain énergétique ont été terminés dans les maisons individuelles par 2,3 millions de ménages. Les gains énergétiques associés s'élèvent à 8,1 TWh/an, soit 2,5 % de la consommation conventionnelle totale d'énergie finale des maisons individuelles.

Les gestes de rénovation les plus nombreux sont ceux effectués sur les toitures et les combles (980 000 gestes). Les gains énergétiques les plus élevés sont, quant à eux, obtenus par les travaux sur les systèmes de chauffage, où 572 000 gestes concentrent 45 % des gains totaux. Les principaux gains énergétiques sont répartis entre les travaux portant sur les toitures (20 %), les murs (15 %) et la ventilation (9 %). Les rénovations des ouvertures (fenêtres, portes, baies vitrées), bien qu'étant fréquentes (705 000 gestes), ne contribuent qu'assez peu aux économies totales d'énergie (5 %), du fait de faibles gains unitaires.